

"Les gilets jaunes sont en train de nous suicider"

Hier, à l'assemblée générale de la CCI 04, Daniel Margot et Didier Long ont tiré la sonnette d'alarme

Traditionnellement, l'assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie des Alpes de Haute-Provence est un moment aussi solennel que convivial. Hier, il fallait ajouter "alarmant" à cette liste d'adjectifs qualificatifs.

Une fois l'ordre du jour avalé (nous y reviendrons dans une prochaine édition), le président de la CCIT 04 Daniel Margot, et le nouveau président de l'UDE 04, Didier Long, ont voulu évoquer le sujet, brûlant, des gilets jaunes. Un exercice de style pas facile à aborder, tant on sent que le sujet pèse sur le cœur des deux entrepreneurs. "La situation commence à se tendre auprès des ressortissants du commerce de proximité, a lancé le président Margot. Il y a de réelles tensions en ce qui concerne les approvisionnements et le flux entrant pour les clients. On ne veut pas entrer dans un combat de chiffres avec les services de l'état, mais tous les centres commerciaux du département sont en-dessous de leurs objectifs en termes de chiffre d'affaires."

Et le président d'évoquer "un centre commercial du bassin manosquin, qui a subi l'action des gilets jaunes le week-end dernier, et qui a dû baisser temporairement le rideau. La perte estimée de chiffre d'affaires est de 200 000 euros. L'entreprise DMP à Valensole a perdu quatre semaines de commandes. Et derrière tout cela, il y a des emplois."

200000€
La perte évaluée de chiffre d'affaires en un week-end pour un centre commercial manosquin.

Didier Long a été encore plus vindicatif - lui qui est patron de l'entreprise peyrusienne Transports Brémond. "Nous ne sommes pas contre l'action des gilets jaunes, nous sommes aussi impactés par la hausse des prix du carburant. Mais on n'imagine pas les conséquences multiples de ces actions. Prenez la gratuité du péage de Manosque, par exemple (le rond-point de l'autoroute est occupé et les barrières ont été enlevées, Ndlr). De fait, les gens

vont faire leurs achats à Aix, à Marseille, à Plan de Campagne. Dans ces communes, les blocages ne touchent pas les commerces. Notre crainte, c'est que les commerçants ne nous écoutent plus, qu'ils aillent au conflit avec les gilets jaunes. Ils sont en train de nous suicider."



Didier Long et Daniel Margot ne s'en cachent pas : si le conflit avec les gilets jaunes continue de toucher le commerce local et les entreprises, les conséquences pourraient s'avérer très importantes sur l'économie locale... /PHOTO ERIC CAMOIN

Un propos fort, que le président de l'UDE assume. "On ne peut pas être heureux de voir un supermarché, un commerce fermer le rideau. Derrière, il y a des emplois. On parle de licenciements mais ils en sont les premiers acteurs. Il faut arrêter l'hémorragie." Le constat, c'est qu'en effet, certains rayons tardent à se remplir, certaines commandes ne peuvent être expédiées, avec le blocage de certains camions. "Le sujet de fond, on l'entend, martèle Didier Long, mais il ne faut plus qu'il y ait de blocage, ni de barrage filtrant. Derrière chaque commerce impacté, il y a des

emplois, et donc, des risques de chômage." Un cri du cœur qui résonne comme le dernier signal d'alarme pour les représentants du monde de l'entreprise dans le département. Eux, assurent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver une issue à la situation. "Nous avons essayé d'entrer en contact avec les responsables des mouvements, nous voulons discuter avec eux, avec l'État, la Région. Il faut que l'on s'entende."

Les annonces du président Macron mardi n'ont, semble-t-il, pas calmé les ardeurs des gilets jaunes, bien décidés à poursuivre leur action. Daniel Margot et Didier Long espèrent, cependant, qu'une issue positive sera très rapidement trouvée. "Suivant la longueur du mouvement, cela peut engendrer des pertes exponentielles, déplore le président de la CCI 04. Ce que les commerçants n'auront pas ven-

"Il ne faut plus qu'il y ait de blocage. Derrière chaque commerce impacté, il y a des emplois, et donc, des risques de chômage."

du va se reporter sur les mois suivants et l'on pourrait avoir un premier trimestre 2019 catastrophique. L'approche des fêtes de Noël est la période charnière pour les supermarchés notamment, s'ils venaient à être victimes de nouvelles actions, ils pourraient finir par baisser le rideau définitivement."

Le message est passé. Reste à savoir s'il trouvera écho auprès des gilets jaunes, avant que les responsables du monde économique du département ne lancent l'alerte rouge.

Brian ORSINI
borsini@laprovence-presse.fr

INDUSTRIE

Sisteron, site pilote de Sanofi pour le passage au numérique des usines

L'usine de médicaments chimiques de Sisteron est l'une des six retenues par Sanofi pour adopter des nouvelles technologies numériques. Ces sites pilotes les expérimentent dès l'an prochain : une nouvelle unité de médicaments biologiques à Framingham, près de Boston (Est des États-Unis), une usine de vaccins à Toronto (Canada), un site de produits injectables de Waterford (Irlande), ainsi qu'une usine de médicaments sans ordonnance au Brésil et une autre en Chine, produisant des médicaments dits "matures".

Ces nouvelles technologies, permettant notamment de suivre en temps réel toute la chaîne de production ou d'effectuer de la "maintenance prédictive" à l'aide de capteurs connectés et de systèmes d'intelligence artificielle, sont "un élément clé de notre compétitivité industrielle", a déclaré M. Luscan lors d'un point presse à Paris. Sanofi va consacrer 20 millions d'euros par an sur les trois prochaines années à déployer ces nouveaux outils dans chacune de ses 75 usines dans le monde. "Ce sera plus facile dans les unités nouvelles que dans les unités existantes"

une gageure sachant à quel point la production pharmaceutique est soumise à des normes réglementaires et autres données. C'est particulièrement le cas pour les médicaments issus du vivant, les biotechnologies : "Un dossier pour un seul lot d'un médicament biologique, c'est entre 5.000 et 10.000 pages, et il y a 6.000 données captées pour chaque lot", a souligné M. Luscan. Or la part des médicaments biologiques dans le portefeuille de produits en développement de Sanofi atteint désormais plus de 70%, en comptant les usines

